

# LIVRET D'ACCUEIL DU RESIDENT



**BIENVENUE**

## EHPAD SAINT-FRANCOIS

28 Rue Saint Honorat  
83510 LORGUES  
[www.ehpad-saint-francois.fr](http://www.ehpad-saint-francois.fr)

Tel : 04.94.60.33.50

Fax : 04.94.60.33.59



Référence : DIV-ADM-SR-04-26


# SOMMAIRE

<u>Les formalités administrative</u>	<u>Page 3</u>
<u>Les dépôts d'argent ou de valeur</u>	<u>Page 3</u>
<u>La chambre</u>	<u>Page 3</u>
<u>Les repas</u>	<u>Page 3</u>
<u>L'entretien du Linge</u>	<u>Page 4</u>
<u>Les soins d'hygiène</u>	<u>Page 4</u>
<u>Les soins médicaux</u>	<u>Page 4</u>
<u>Les animations</u>	<u>Page 4</u>
<u>Les espaces communs</u>	<u>Page 4</u>
<u>Contact avec l'extérieur et les sorties</u>	<u>Page 5</u>
<u>La coiffeuse</u>	<u>Page 5</u>
<u>L'esthétique</u>	<u>Page 5</u>
<u>La pédicure</u>	<u>Page 5</u>
<u>Déclaration Observation-Réclamation</u>	<u>Page 6</u>
<u>Tarifs 2025</u>	<u>Page 7</u>
<u>Différents moyens de paiement</u>	<u>Page 8</u>
<u>Règlement des frais de séjour</u>	<u>Page 8</u>
<u>Charte des droits et libertés de la personne accueillie</u>	<u>Page 9</u>

## LES FORMALITES ADMINISTRATIVES

### Pièces à fournir pour une admission en EHPAD :

- Pièce d'identité (carte d'identité ou passeport)
- Carte Vitale et attestation de Sécurité sociale
- Dernier avis d'imposition ou de non-imposition
- Justificatifs du montant des retraites, de l'épargne le cas échéant
- Dernier avis taxe foncière le cas échéant
- Relevé d'identité bancaire (RIB)
- Copie du livret de famille
- Dossier médical récent (ordonnances, bilan de santé)
- Attestation de mutuelle
- Demande d'aide sociale le cas échéant

Tous les personnels administratifs sont à votre service, pour vous conseiller, vous aider, ou même, entreprendre pour vous des démarches que vous n'êtes pas en mesure d'accomplir vous-même. Le dossier de demande d'admission doit être transmis sur  **VidTrajectoire**  
Une orientation personnalisée

## LES DEPOTS D'ARGENT ET DE VALEURS

L'établissement n'accepte aucun dépôt d'argent ou d'objets de valeur et décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou de détérioration de ces biens.

## LA CHAMBRE

Une chambre est mise à votre disposition. Il vous appartient de la personnaliser à votre gré. Il vous sera possible de demander une nouvelle chambre en fonction des disponibilités et des priorités.

## LES REPAS

- **Le petit déjeuner** est servi dans les chambres à partir de **7h30**,
- **Le déjeuner** se déroule dans la salle de restaurant ou dans la tisanerie des étages à **12h15**,
- **Un goûter** est proposé à ceux qui le désirent, vers **15h15** dans la salle d'animation, au 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étage,
- **Le dîner** débute à partir de **18h30** pour les résidents restés en chambre ou en tisanerie et à **19h00** pour les résidents en salle de restaurant au rez-de-chaussée.

Les régimes alimentaires ordonnés par le médecin sont confectionnés en cuisine pour ceux qui y sont soumis. Ils font l'objet d'un suivi par l'équipe soignante et la diététicienne. Le menu est distribué chaque début de semaine par le service animation, il est également affiché dans l'établissement à chaque étage.

## L'ENTRETIEN DU LINGE

Le linge marqué à votre nom, est entretenu par l'établissement dès lors qu'il ne requiert pas un traitement particulier.

Le marquage du linge est impératif et est à votre charge.

Le linge hôtelier (serviettes, draps) mis à votre disposition, est loué et entretenu à l'extérieur.

## LES SOINS D'HYGIENE

Le personnel de l'établissement veille à l'hygiène corporelle de tous et aide les plus dépendants dans leur toilette.

## LES SOINS MEDICAUX

Le personnel infirmier veille sur la santé des résidents, informe le médecin des éventuels problèmes d'ordre médicaux ainsi que des vœux émis par chacun et exécute les ordonnances.

Un cadre de santé coordonne et encadre l'équipe soignante.

**Le docteur DUFFAU Céline - Médecin coordonnateur** est attachée à l'établissement, elle peut recevoir les familles sur rendez-vous.

Une psychologue intervient auprès des résidents et des familles. Elle complète l'équipe soignante et est plus particulièrement chargée de la prise en charge non médicamenteuse des résidents.

## LES ANIMATIONS

Deux animateurs accompagnent les résidents tout au long de la semaine avec des activités variées : ateliers, jeux, sorties, rencontres festives...

Un planning hebdomadaire est affiché dans l'établissement et remis à chaque résident pour qu'il puisse participer librement selon ses envies. Ces moments de partage rythment la vie de la maison et favorisent le lien social dans une ambiance conviviale.

## LES ESPACES COMMUNS

- Le jardin
- Le hall d'entrée
- Le restaurant
- Les tisaneries au 1<sup>er</sup> et 2<sup>-ème</sup> étage
- La terrasse couverte au 1<sup>er</sup> étage

## CONTACT AVEC L'EXTERIEUR ET LES SORTIES



### LE COURRIER :

Vous pouvez déposer votre courrier au secrétariat qui se chargera de l'acheminer à la poste. Vos lettres vous seront remises par l'animatrice.



### LE TELEPHONE :

Une ligne téléphonique peut-être mise à votre disposition, sous réserve de règlement d'un abonnement mensuel d'une ligne téléphonique.



### INTERNET :

L'accès à internet est gratuit et illimité. Des bornes WIFI sont installées dans l'établissement afin de permettre aux résidents de rester en contact



### LES VISITES :

Elles sont libres.

### LES SORTIES :

Elles sont libres, elles aussi, sauf contre-indication médicale ou pour raison de sécurité.

## LA COIFFURE

Une coiffeuse de votre choix peut intervenir dans notre Etablissement, sous réserve de la signature d'une convention entre les deux parties.

## L'ESTHETIQUE

Des personnels de l'équipe soignante et d'animation assurent quelques prestations de confort et d'esthétique pour le plaisir et le bien être des résidents. Toutefois, nous pouvons faire appel à l'esthéticienne de votre choix pour intervenir dans l'établissement.

## LA PEDICURE

Des soins de pédicurie vous seront proposés. Une professionnelle en activité libérale intervient et vous propose des prestations à un tarif négocié.

## L'EXERCICE D'UN CULTE

Chacun peut exercer librement, le culte de son choix. Vous pouvez assister à la messe le jeudi en fonction de la venue du Curé.

## **DECLARATION OBSERVATION RECLAMATION**

Des fiches de déclaration, d'observation ou de réclamation sont à votre disposition à l'accueil, dans le hall d'entrée.

N'hésitez pas à les utiliser pour nous faire part de toute remarque, suggestion ou situation nécessitant notre attention. Votre avis compte et nous aide à améliorer la qualité de notre accompagnement.



## TARIFS 2026 EHPAD SAINT FRANÇOIS

### TARIF 2026 Fixé par le département du Var applicable au 1 Juin 2026

<b>HEBERGEMENT</b>	67.29 €
Chambre simple	69.62 €
Chambre double	64.10 €
<b>DEPENDANCE</b>	
GIR 1/2	20.67 €
GIR 3/4	13.12 €
GIR 5/6	5.58 €
<b>DEPENDANCE -60 ANS</b>	17,77 €

### TARIF journalier des résidents de - 60 ans

<b>HEBERGEMENT</b>	85.21 €
Chambre simple	88.16 €
Chambre double	81.17 €

### TARIF différentiel fixé par le CA applicable au 1 juin 2026 +8%

<b>HEBERGEMENT</b>	72.67 €
Chambre simple	75.19 €
Chambre double	69.23 €
<b>HEBERGEMENT -60 ANS</b>	92.03 €
Chambre simple	95.21 €
Chambre double	87.66 €
<b>TELEPHONE</b>	16€ /Mois
<b>REPAS VISTEUR</b>	9 €

## LES DIFFERENTS PAIEMENTS

La facture mensuelle est établie à terme échu et adressée autour du 20 de chaque mois ; son règlement peut s'effectuer par chèque à l'ordre du Trésor Public, par chèque, virement bancaire ou par prélèvement automatique.

## LE REGLEMENT DES FRAIS DE SEJOUR

Les paiements mensuels s'effectuent, à terme échu, auprès du comptable :

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
PAIERIE DEPARTEMENTALE DU VAR  
40 Traverse des Minimes  
Immeuble Carré Vauban  
CS 50834  
83051 TOULON CEDEX**



# CHARTRE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE ACCUEILLIE

## Article 1er

### **Principe de non-discrimination**

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

## Article 2

### **Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté**

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

## Article 3

### **Droit à l'information**

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine.

La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

## Article 4

### **Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne**

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou de mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

1. La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
2. Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.
3. Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique. La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement.

## **Article 5**

### ***Droit à la renonciation***

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.

## **Article 6**

### ***Droit au respect des liens familiaux***

La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin.

Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

## **Article 7**

### ***Droit à la protection***

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes. Il lui est également garanti le droit à la procédure, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

## **Article 8**

### ***Droit à l'autonomie***

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées. Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

## **Article 9**

### ***Principe de prévention et de soutien***

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

## Article 10

### ***Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie***

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

## Article 11

### ***Droit à la pratique religieuse***

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

## Article 12

### ***Respect de la dignité de la personne et de son intimité***

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti. En dehors des nécessités strictement liées à la prise en charge ou à l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.

## Article 13

## Vos interlocuteurs

### Au sein de l'EHPAD

**Tel : 04 94 60 33 50**

<b>Noms-Prénoms</b>	<b>Fonction</b>
Madame DUBROMEZ Laurence	Directrice
Madame COLLURA Antonella	Infirmière Coordinatrice
Docteur DUFFAU Céline	Médecin Coordonnateur
Madame OLMER Alison	Psychologue
Madame RIETHMULLER Sandy	Service Hébergement
Madame ARDOUVIN Céline	Accueil
Monsieur LECOARD Alain	Chef du service Cuisine
Monsieur TAXI Didier	Service Technique

### A l'extérieur de l'EHPAD

ALLO MALTRAITANCE 3133

ARS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR 04 13 55 80 10

AME CONSO  mediation@ameconso.fr